



Communiqué de presse

Grève le 27 mars au Centre Financier de La Banque Postale Non au démantèlement des centres financiers. Oui à l'avenir du centre financier de Grenoble

Comme le prévoyait la loi de création de La Banque Postale, la Cour des Comptes vient de sortir un rapport après deux ans d'existence du nouvel organisme financier. Ses conclusions, véritable bombe, fragilisent toute La Poste et pourraient annoncer sa privatisation.

Ce rapport définit des comparaisons entre la banque postale et les banques privées ; mais « oublie » les missions d'intérêt général prise en charge par la banque postale. Ainsi l'accueil des personnes en situation d'exclusion bancaire, la collecte de l'épargne populaire, le financement du logement social, la présence postale sur tout le territoire sont quotidiennement assurés par la banque postale qui reste la banque la moins chère du marché.

La banque postale fait des bénéfices ; elle remplit ces missions sans coûter un centime au contribuable. Ce qui est en jeu aujourd'hui c'est de la rendre attractive pour une éventuelle ouverture du capital. Si ces projets étaient menés à bien ; de l'argent servant l'intérêt général serait détourné pour servir des dividendes aux futurs actionnaires.

Pour rendre la banque postale le plus « attractive » les comptables publics préconisent une nouvelle réduction du réseau (c'est à dire la fermeture de bureaux de poste) et des suppressions d'emplois afin d'améliorer le ratio d'exploitation de près de 30% à l'horizon 2010.

Depuis 2006 les réorganisations structurelles s'enchaînent les unes derrière les autres dans les centres financiers et se traduisent par 800 à 1000 emplois supprimés chaque année. Le centre de Grenoble est ainsi passé de 545 emplois à 450 en cinq ans.

Le vaste chantier de restructuration DCC, Développement Compétitivité des Centres prévoit de transformer les 19 centres financiers métropolitains actuellement multi-activités en centres spécialisés par domaine d'activité. Dans ce contexte le centre de Grenoble pourrait encore perdre une centaine d'emplois d'ici 2010 et les directions sont bien dans l'incapacité de nous donner des garanties quant à la pérennité du centre dans un avenir proche.

C'est un séisme social qui se prépare et nos organisations syndicales se battent pour éviter la disparition de milliers d'emplois. D'autant que ces centres financiers sont implantés dans de grandes agglomérations et que le personnel qui y travaille participe à l'essor du tissu économique local.

Le personnel devient une variable d'ajustement. Partout, dans tous les services, les objectifs sont de rentabiliser au maximum. Les agents des services réorganisés perdent des années de savoir-faire et doivent repartir à zéro dans leurs projets professionnels. Dans les services pour l'instant maintenus, c'est en augmentant les cadences ou en mettant la pression sur les résultats commerciaux ou d'écoulement de trafic téléphonique. Il s'ensuit une dégradation des conditions de travail, une perte de repère et de perspectives d'avenir, et un accroissement du stress. L'autre conséquence étant la dégradation de la qualité de service avec l'augmentation des délais de traitement des demandes des usagers. Ainsi la Banque Postale s'éloigne du savoir-faire qui fait la réputation des services financiers de La Poste : proximité, accueil de tous, compétence...

Les syndicats SUD et CGT du centre financier appellent le personnel à faire grève le 27 mars 2008.

Un rassemblement est prévu devant le centre financier et la Direction de la Poste à 10h00..

Contact : Pascal GODDET 04 76 21 67 70 (Domicile) ; 04 76 43 53 94 (Travail)